



Fin du « bling-bling »,

Le NON Irlandais vient nous rappeler, fort à propos, qu'il y a trois ans, nous aussi avons gagné ! Qui, alors, aurait pensé que la « conclusion » politique de cette bataille, pourtant bien idéologique, serait la victoire de Sarkozy ?

Le 10 juin, forte mobilisation des personnels des impôts.



On ne gaspille pas impunément de telles occasions. Qu'à peine deux ans après avoir tenu les estrades et ridiculisé les tenants du libéralisme, les « faiseurs d'opinions », les chantres de la « concurrence libre et non faussée », ce soient les idéologues du néo-libéralisme le plus doctrinal et le plus anglo-saxon qui imposent leurs idées et leur politique est non seulement dramatique pour le « peuple », mais aussi délétère pour toutes celles et tous ceux qui tentent de résister.

Ils ont su se réapproprier le refus du statu quo et faire croire que la « rupture », c'était celle du modèle social difficilement construit depuis la libération ! La tentation est fréquente de parler de « régressions » ou de « retour à l'école de papa ». C'est une erreur de perspective. Ils ne reculent pas, ils avancent, vite, dans une toute autre direction que celle que nous avons – dans l'ensemble, malgré quelques accros de plus en plus fréquents – préservée, imposée par la force des choses et des luttes.

Et cela change tout. Ce qui sera détruit ne sera pas si facilement reconstruit.

Que le président ait fini, plus rapidement que prévu, par lasser celles et ceux – notamment la presse – qui adorait son côté « jet-set » est une chose acquise. L'erreur serait de prendre ce recul de popularité pour un réel rejet de sa politique, un rejet assumé et donc porteur d'une contre-offensive.

Certes beaucoup comprennent enfin que le libéralisme fait

très mal aux « perdants » et que contrairement à ce qu'ils avaient cru, les gagnants sont toujours les mêmes. Certes cela s'est traduit, comme souvent, par une victoire de la « gauche » aux municipales. Mais il ne faut pas oublier que derrière les paillettes et les mouvements d'épaules, il y a Fillon, Bertrand, Hortefeux, Dati, Woerth, Péresse, Darcos et Copé à l'Assemblée. Et qu'ils sont là, justement, pour assurer la continuité et la mise en œuvre de l'essentiel. Comme le dit *Le Monde*, qui traduit si bien ce que pense l'establishment : « *Impopulaire et malgré tout réformateur. Le paradoxe mérite d'être exploré.* »

Leur force, c'est leur projet, leur maîtrise des institutions, de la communication, des leviers économiques mais surtout la faiblesse d'un projet alternatif, d'un vrai projet de transformation sociale porté à un niveau de masse.

C'est la faiblesse de la gauche institutionnelle, d'une l'alternance qui n'est même plus crédible tant elle se réduit, comme aux USA, à un simple changement d'administration. D'une autre manière, c'est celle de l'alternative, incapable de transformer ses différences, ses nuances, voire ses contradictions en force de changement, comme elle avait su le faire, justement, lors de ce *referendum*. Cet échec n'est malheureusement pas que français : les limites



de l'alter-mondialisme, les échecs des forces de gauche en Italie comme au Brésil, montrent que le chemin est difficile et les solutions toujours à inventer.

Une droite décomplexée avec une véritable direction politique

C'est évidemment ce « vide » qu'occupe la droite dite « décomplexée », en réalité ébahie de se retrouver seule sur le terrain des projets. Le néo-libéralisme que nous avons pendant longtemps tenu en lisière, arrive en force et, faute de s'y être préparés, les outils et les réponses semblent « ringardes » ou impuissantes. Que l'on pense à la RGPP, à l'offensive sécuritaire et répressive qui atteint des sommets inimaginables, à la chasse aux immigrés... et même paradoxalement à la fin de la publicité sur les chaînes publiques.

Que ce soit la formation, la santé, l'emploi, la protection sociale, la rupture est agressive. C'est la fin de la solidarité, de la lutte pour une société égalitaire, au profit (le mot est de circonstance) d'une démarche contractuelle qui demande à chacun de construire son avenir avec l'aide, « si vous le valez bien », de la société. « Offre valable d'emploi » pour les chômeurs, abandon de la carte scolaire, création de la situation statutaire de « réorientation professionnelle » ouvrant la porte aux licenciements dans la fonction publique, appel à l'intérim, protection sociale pour les riches... tous les terrains sont retournés, tant il est vrai, selon la cohérence présidentielle, qu'il faut « tout faire en même temps car tout se tient » !

C'est sans doute sur le terrain de l'école que



poursuite du « big-bang »



PHOTOS : M. MIGNEAU

gestion des « régimes spéciaux » à la « position commune »... ils en ont donné des gages ! Et bien cela ne suffit pas.

Car là aussi la droite attaque sur un terrain tout préparé, celui de la représentativité et de la validation des accords. Qui pourrait nier que la situation actuelle est scandaleuse ? Mais est-ce par de « petits arrangements entre amis » – comme le dit Solidaires en parlant de la « position commune » – que l'on va renforcer le syndicalisme et le rendre plus proche des salariés ? L'élimination de fait des autres forces syndicales va-t-elle vraiment se traduire par un renforcement du syndicalisme chez les salariés ou une institutionnalisation du syndicalisme local, entreprise par entreprise ? On a vu le 17 juin, et quelle que soient les responsabilités de chacun, que les salariés ne s'y retrouvaient pas !

Une grève par mois, voire deux, des départs ici ou là en reconductibles, du public et du privé, rarement ensemble, des batailles mal identifiées, des refus de s'engager à fond, de choisir une cible et de s'y tenir... cette année n'est pas à revivre !

Alors que la volonté de se battre ne s'est pas démentie tout au long de cette année, le refus de construire dans la durée pour vaincre, la diversité des attelages rendu d'autant moins crédibles que l'on cherche ce qui les réunit ou les divise, a culminé en juin dans le désarroi et l'épuisement. Le summum, après le pas de deux des 15 et 22 mai, aura été atteint avec le remake, mauvais comme jamais, des 10 et 17 juin. Manœuvres d'appareils, certes menacés mais manœuvres quand même qui amplifient les divisions (jusqu'à la bataille de FO et de l'UNSA contre les manifs du 17 juin !), qui démobilisent.

Cesser d'être ballottés !

La FSU plus que d'autres a subi cette année ces « injonctions » venues d'ailleurs. Sans se révéler capable de reprendre la main et d'imposer, là où son poids est déterminant, dans l'éducation, un autre rythme. Or, le service public d'éducation, par sa dimension, par son rôle social, est un secteur moteur. On l'a encore vu cette année, même lorsqu'il s'agit de « nourrir » des journées fonction publique – le reste de la Fonction publique d'état étant dorénavant trop faible numériquement et trop éclatée pour nourrir de grandes mobilisations et bloquer la RGPP.

Enfin, et c'est essentiel, l'école est le seul service public disposant d'organisations d'usagers (parents et élèves) capables de fédérer et de jouer un rôle important avec les organisations syndicales. Le mouvement des lycéens, les luttes dans certains départements ont montré la puissance potentielle d'un mouvement social, sans débouché autre que la très tardive manifestation nationale FSU du 18 mai.

C'est ce service public que les Français mettent en tête de leurs préoccupations, celui dont ils attendent (même les riches) réussite et avenir pour leurs enfants. C'est celui qui sera détruit sans espoir de retour si nous ne reprenons pas la main pour de bon sur Darcos.

Pour toutes ces raisons, la FSU doit donner dès la rentrée le signal que ce sera son objectif de l'année. C'est pourquoi l'annonce d'une grève dès la rentrée est importante.

Faire grève au moment de la rentrée des élèves sera, soyons-en persuadés, un signal fort pour le gouvernement, nos collègues, les usa-

gers. Annonçons le comme tel : alertons l'opinion sur ce qui se prépare (on aura déjà les projets de suppressions de postes, on sera dans la « réforme » du lycée, dans la mise en œuvre des 24 heures en primaire...). Et disons clairement au gouvernement, à l'opinion publique, à nos collègues, que nous exigeons un moratoire de toutes les mesures et un véritable débat sur l'école

que nous voulons. Que nous nous engageons à construire un mouvement pour gagner dans les semaines qui suivront.

Inscrivons cette bataille dans le cadre plus général de la RGPP en préparant simultanément, de façon unitaire, une manifestation nationale « Pour le Service Public » en octobre – avant le débat budgétaire – s'appuyant sur les organisations syndicales bien sûr, mais aussi sur la *Convergence*, sur l'appel *Le service public est notre richesse*.

Utilisons le moment du FSE de Malmö pour rappeler que cette bataille est européenne.

Pétrole, matières premières alimentaires, pouvoir d'achat, franchises médicales, logement, précarité... et Vitry-le-François ! ●

« Partage du temps de travail, partage des richesses... ou alors ça va péter ! »

JEAN-MICHEL DREVON
JEAN MALIFAUD



cette rupture est la plus forte, la plus dramatique à terme parce que l'éducation des jeunes façonne une société et qu'elle est la plus difficile à combattre. La logique des réformes gouvernementales est pourtant claire et simple : une réduction de l'ambition pour tous, une école pour les riches et ceux qui la « méritent », un accompagnement éducatif pour les autres, une école au service de l'économie de marché, un enseignement « à la carte » et une université digne du classement de Shanghai. Comme le dit crûment *Le Monde* du 30 mai 2008, justifiant le choix des « super-campus » : « Cette ambition sélective rompt avec une vision égalitariste de l'université et va alimenter les craintes d'un système à "plusieurs vitesses" ? Sans aucun doute. Mais c'est déjà la réalité. Autant l'assumer et l'organiser. A la condition, essentielle, que la méritocratie reste républicaine et que le renforcement des uns ne se fasse pas au détriment des autres. » La messe est dite, les rêveurs peuvent rêver !

Là comme ailleurs, le problème est que faute d'avoir rendu crédible, d'avoir construit notre bataille pour « l'école de la réussite de tous », nombre des personnels (et leurs syndicats !) combattent, séparément, les suppressions de postes, les heures supplémentaires, les nouveaux programmes ou les stages pendant les vacances, plus que l'école que cela dessine !

Un syndicalisme déboussolé

Et l'on entend Chérèque se plaindre d'être maltraité. Lui qui veut négocier, être raisonnable... on le pousse dans la rue, qu'il ne sait pourtant plus remplir. Et l'on voit Thibault menacer de revenir à un syndicalisme d'opposition. Et pourtant, du code du travail aux retraites, de la